



# BRÈVES NUMÉRIQUES

## Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres  
1er avril au 16 mai 2025

## Sommaire

### Fait marquant

- L'Ofcom a publié son Guide de bonnes pratiques pour garantir la sécurité des enfants en ligne

### Economie numérique et régulation

- Le Royaume-Uni annonce un financement de 121 M£ dans le secteur quantique pour l'année 2026
- 4 hubs d'innovation britanniques bénéficieront d'un financement gouvernemental pour développer les « spin-outs »
- L'accord économique entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis a été accueilli positivement par les acteurs britanniques de la tech
- Le gouvernement britannique cherche à recruter des experts en technologie à travers le *DSIT Fellowship program*
- L'Ofcom a créé un nouveau Comité consultatif sur l'information en ligne

### Télécommunications et réseaux

- Le gouvernement britannique a signé un nouveau contrat avec *Openreach* pour améliorer la connectivité en Ecosse
- L'Ofcom a publié son rapport 2025 sur la couverture mobile et la disponibilité du haut débit au Royaume-Uni

### Données et intelligence artificielle

- Le Conseil de l'énergie pour l'IA britannique s'est réuni pour la première fois
- Le gouvernement britannique poursuit le déploiement de ses outils d'IA au sein de l'administration

### Cybersécurité

- Le gouvernement britannique annonce plusieurs mesures pour renforcer la cybersécurité dans le cadre de la Conférence *CyberUK* à Manchester
- Plusieurs grands magasins britanniques ont subi des cyberattaques d'ampleur

## Spatial

- Le Royaume-Uni et Chypre renforcent leurs liens dans le domaine spatial
- Un satellite britannique va cartographier l'état des forêts de la Terre

## Nouvelles technologies

- Le Royaume-Uni et le Japon ont signé un Memorandum de coopération sur les sciences et technologies quantiques
- Le Royaume-Uni peut à présent accéder aux fonds d'Horizon Europe pour la recherche dans les secteurs quantique et spatial
- Le Royaume-Uni se dote d'une usine de pointe pour les semi-conducteurs, et d'un programme pour renforcer les compétences dans ce domaine

## Ecosystème tech

- L'entreprise américaine d'IA *Anthropic* renforce ses équipes à Londres et à Dublin
- Le tribunal a rejeté la demande du gouvernement britannique de tenir à huit clos l'action en justice entreprise par *Apple* sur le cryptage des données
- Un centre d'innovation sur les jumeaux numériques a ouvert ses portes à Belfast
- L'accord de Mansion House débloque 50 Mds£ d'investissements pour l'économie britannique

## Fait marquant :

### L'Ofcom a publié son Guide de bonnes pratiques pour garantir la sécurité des enfants en ligne

Dans le cadre de l'application de l'*Online Safety Act* (OSA), le régulateur britannique des communications (Ofcom) a [publié](#) le 24 avril 2025 un [Guide de bonnes pratiques](#) (*Code of practice*) pour [aider les services concernés par cette réglementation à s'y conformer](#). Cette publication a fait l'objet d'un large processus de consultation auprès des entreprises, de la société civile, de parents et d'enfants (27 000 enfants et 13 000 parents consultés), des associations, ainsi que des experts.

**Ces mesures concernent spécifiquement la sécurité en ligne des enfants** (les mineurs âgés de moins de 18 ans), et viennent compléter les règles déjà appliquées dans le cadre de l'OSA pour protéger les utilisateurs des préjudices illégaux en ligne, ainsi que les exigences spécifiques imposées aux sites pornographiques.

Ces lignes directrices visent à garantir la protection des enfants en ligne, en empêchant les mineurs d'être confrontés à des contenus préjudiciables (suicide, automutilation, troubles de l'alimentation et pornographie), et en prévenant la diffusion auprès des enfants de contenus misogynes, violents, haineux, abusifs, le harcèlement en ligne et les défis dangereux.

Sont concernés par cette réglementation les services d'utilisateurs à utilisateurs du type réseaux sociaux, ainsi que les moteurs de recherche et les services diffusant des contenus pornographiques. Cependant, une [consultation](#) est actuellement en cours pour étendre ces obligations à un plus grand nombre de services, en particulier aux plus petits services en ligne (tels que les forums), qui sont susceptibles d'être consultés par les enfants.

Le Code of practice **énonce une quarantaine de mesures que les services peuvent prendre** pour se conformer aux exigences de l'OSA en matière de protection des enfants en ligne.

Parmi elles, figurent notamment des mesures liées à la **gouvernance des entreprises et leur responsabilisation** (nomination d'une personne responsable de la sécurité des enfants, examen annuel des activités de gestion de risques et de leur efficacité, et suivi des contenus se développant sur les plateformes), à la **mise en œuvre de contrôles d'âge effectifs**, à la modération du contenu, et au **renforcement des possibilités de signalement et de plaintes pour les utilisateurs**. D'autres recommandations concernent le fait de **rendre les conditions d'utilisation claires et accessibles aux enfants**, de modifier les **algorithmes de recommandation** pour exclure les contenus préjudiciables de leurs filtres d'actualité, et de donner la possibilité aux mineurs d'écarter les contenus qui leur déplaisent. Enfin, l'Ofcom recommande aux services en ligne de **renforcer la maîtrise que l'enfant peut avoir de son expérience en ligne** (accepter ou refuser une invitation, désactiver les commentaires, etc.), et mettre en œuvre des aides aux enfants à des moments importants du parcours utilisateur.

Ce *Code of practice* est non contraignant : les plateformes peuvent décider de mettre en œuvre d'autres mesures que celles énoncées dans le Code pour se conformer à la législation. Dans ce cas, elles devront être en mesure de démontrer que les choix faits satisfont aux obligations en matière de protection des enfants en ligne énoncées dans l'OSA.

Sous réserve que le *Code of Practice* complète le processus parlementaire (droit de regard du Parlement sur ces lignes directrices, sans possibilité de les amender), les services seront dans l'**obligation de respecter les règles fixées par l'OSA à partir du 25 juillet 2025**.

## Economie numérique et régulation

### Le Royaume-Uni annonce un financement de 121 M£ dans le secteur quantique pour l'année 2026

A l'occasion de la journée mondiale du quantique le 14 avril, le gouvernement britannique a dévoilé un [financement de 121M£ pour le développement de cette technologie](#) pour l'année à venir. Cette annonce était très attendue des acteurs du secteur, qui étaient jusqu'à présent dans l'incertitude quant à l'avenir des investissements publics dans cette filière. Ainsi, cette mesure vise à renforcer la position du Royaume-Uni comme leader mondial dans le quantique, et vient confirmer l'engagement du gouvernement pour soutenir ce secteur stratégique.

Le Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie Peter Kyle a d'ailleurs annoncé que la technologie quantique de pointe sera également mise au service de la lutte contre la criminalité, la fraude et le blanchiment d'argent au R-U.

### 4 hubs d'innovation britanniques bénéficieront d'un financement gouvernemental pour développer les « spin-outs »

Le gouvernement britannique a annoncé un [soutien financier de 30 M£ pour développer davantage de spinouts](#) dans 4 pôles d'innovation au Royaume-Uni, situés dans le Merseyside, l'East Anglia, les Midlands, et le nord-est de l'Angleterre. Ce nouveau financement soutiendra des groupes de travail composés d'universités et d'experts de l'industrie, afin de créer davantage d'entreprises innovantes issues d'organismes de recherche. Cette aide vise également à soutenir les chercheurs et entrepreneurs britanniques dans le développement de leurs innovations, en mettant l'accent sur le financement et la formation de talents. Les projets cibleront en particulier les secteurs de la santé, de la décarbonation, du numérique, et de l'agriculture.

## L'accord économique entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis a été accueilli positivement par les acteurs britanniques de la tech

Dans le contexte de guerre commerciale lancé depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont signé un accord économique « economic prosperity deal » (non-contraignant) afin de réduire les droits de douane précédemment instaurés, notamment sur des produits tels que les voitures, l'acier et l'aluminium.

En ce qui concerne ses implications pour le secteur de la tech, la suppression de la taxe sur les services numériques, pourtant évoquée lors des négociations, n'est pas mentionnée à ce stade. Toutefois, le R-U et les Etats-Unis ont annoncé travailler à **l'élaboration d'un accord commercial numérique** pour faciliter les exportations des entreprises britanniques vers les E-U. Cet accord pourrait inclure des dispositions dans des domaines technologiques de pointe tels que les biotechnologies, les sciences de la vie, le quantique, la fusion nucléaire, ou le spatial.

Ces annonces ont été accueillies positivement par les acteurs britanniques du secteur de la tech, qui voient dans le marché américain des perspectives de développement commercial inégalables. De même, l'accord conclu entre le Royaume-Uni et l'Inde a également été salué par l'écosystème tech britannique. Celui-ci prévoit un soutien à l'économie numérique, en particulier la « promotion des systèmes numériques et du commerce sans papier », tandis que l'augmentation des échanges permise par l'accord sera une source de croissance pour les fintechs des deux pays.

## Le gouvernement britannique cherche à recruter des experts en technologie à travers le DSIT Fellowship program

Des scientifiques, des experts en technologie et des innovateurs sont invités à occuper des postes au sein du gouvernement afin de stimuler la croissance économique britannique et renforcer la place du Royaume-Uni en tant que puissance technologique, grâce à la troisième campagne du « DSIT Fellowship program ». Les 25 experts sélectionnés dans le cadre de ce programme bénéficieront de bourses et de contrats à temps partiel de 12 mois, et auront pour mission de renforcer la résilience numérique et cyber du R-U, d'assurer son leadership dans le domaine des semi-conducteurs, de faire progresser les technologies quantiques, et de promouvoir l'inclusion numérique. Ce programme permet au gouvernement d'intégrer une expertise de haut niveau à l'élaboration de ses politiques publiques, et d'offrir à ces talents une place dans le processus décisionnel, tout en renforçant les liens entre le secteur public, privé, et la recherche.

Cette bourse est proposée sous la forme d'un détachement, et est ouverte aux professionnels actuellement employés et affiliés à des partenaires tels que la Royal Society, la Royal Academy of Engineering, l'Academy of Medical Sciences, techUK et l'Institut britannique de normalisation (British Standards Institute).

## L'Ofcom a créé un nouveau Comité consultatif sur l'information en ligne

En vertu de la Loi sur la sécurité en ligne, l'*Online Safety Act*, le régulateur des communications britannique a créé un nouvel organe consultatif sur l'information en ligne, « l'*Online Information Advisory Committee* ». Celui-ci sera chargé de fournir des conseils à l'Ofcom sur la désinformation et la mésinformation, et de l'accompagner dans l'application de cette nouvelle réglementation sur la sécurité en ligne. Sa première réunion devrait se tenir le 16 mai prochain. Présidé par Lord Allan of Hallam, un member non exécutif du Conseil d'administration de l'Ofcom, ce comité regroupe 5 autres membres aux profils variés, nommés pour un mandat de 5 ans.

## Télécommunications et réseaux

### Le gouvernement britannique a signé un nouveau contrat avec Openreach pour améliorer la connectivité en Ecosse

Dans le cadre du projet Gigabit visant à renforcer la couverture haut débit dans tout le Royaume-Uni, [le gouvernement britannique a conclu un contrat de 157 M£ avec Openreach](#). Ce contrat s'inscrit dans la continuité de l'accord de 800 M£ signé entre ces deux acteurs en août dernier. Ainsi, près de 65 000 foyers et entreprises écossais, dont certains dans les zones les plus isolées du RU, notamment les îles de la côte ouest de l'Ecosse et les Highlands, auront accès à un haut débit rapide et fiable. Ce projet vise à lutter contre l'exclusion numérique et stimuler la croissance économique locale, et améliorer l'accès aux services publics. L'accord est financé par le gouvernement britannique, qui collaborera avec le gouvernement écossais et Openreach pour assurer la couverture. Il soutiendra les travaux déjà réalisés dans le cadre du programme R100 du gouvernement écossais. D'autres contrats devraient être signés dans le courant de l'année, pour les Orcades, les Shetland et l'est de l'Ecosse.

### L'Ofcom a publié son rapport 2025 sur la couverture mobile et la disponibilité du haut débit au Royaume-Uni

Le régulateur britannique des communications a publié le 8 mai [son rapport « Connected Nations 2025 report »](#), donnant un aperçu de la couverture mobile et de la disponibilité du haut débit fixe au Royaume-Uni en janvier 2025. Selon l'Ofcom, le nombre de foyers capables d'obtenir le haut débit gigabit est passé à 25,9 millions (86 % des foyers britanniques), contre 25,0 millions (83 %) en juillet 2024. De même, 74% des foyers britanniques peuvent accéder à un service à large bande entièrement en fibre optique, ce qui représente une augmentation de 5 points de pourcentage, soit 1,8 million de foyers, au cours des 6 mois précédant janvier. En revanche, la couverture 4G est restée stable depuis septembre 2024, autour de 96% du territoire britannique couvert, tout comme la couverture 5G qui est restée à 62% environ.

## Données et intelligence artificielle

### Le Conseil de l'énergie pour l'IA britannique s'est réuni pour la première fois

Le Conseil de l'énergie pour l'IA (*AI Energy Council*), dont la création a été annoncée lors de la publication de l'*AI Opportunities Action Plan* en janvier, s'est [réuni pour la première fois](#) le 8 avril. Cet organe regroupe les acteurs publics et privés importants des secteurs énergétique et technologique, et vise à doter le Royaume-Uni des infrastructures nécessaires pour le développement et déploiement de l'IA. [Présidé par les ministres en charge de l'énergie et de la science](#), cette première réunion a rassemblé 14 organisations, telles que EDF Energy, l'Ofgem (régulateur), National Energy System Operator (NESO), Scottish Power, National Grid, Google, Microsoft, Amazon Web Services, ARM, et la société d'investissement en infrastructures Brookfield. Ces acteurs travailleront ensemble à l'identification de solutions vertes pour alimenter les centres de données au Royaume-Uni, y compris grâce au nucléaire et aux énergies renouvelables, et s'assureront de la diffusion des outils d'IA dans le secteur énergétique. Cette préoccupation relative à l'alimentation en énergie des infrastructures de l'IA grandit au Royaume-Uni, dans un contexte où [le gouvernement vient de lancer officiellement la procédure pour créer](#) les « AI Growth Zones », autre mesure marquante du Plan sur les opportunités de l'IA.

## Le gouvernement britannique poursuit le déploiement de ses outils d'IA au sein de l'administration

L'initiative gouvernementale « Humphrey » annoncée en janvier dernier se concrétise, avec [la première utilisation de l'outil d'IA « Consult »](#), pour examiner les réponses à une consultation lancée par le gouvernement écossais. Cette technologie s'est montrée particulièrement efficace pour classer les thèmes ressortant des quelques 2 000 réponses à la consultation. Les réponses de l'IA ont été comparées à celles réalisées par des fonctionnaires sur cette même consultation, et les résultats sont similaires dans la grande majorité des cas. Bien que ces premiers résultats soient prometteurs, « Consult » est actuellement à l'essai ; d'autres évaluations portant sur la précision et l'efficacité de l'outil auront lieu avant son déploiement officiel.

De même, l'incubateur gouvernemental pour l'IA (iAI) a annoncé travailler activement au [développement d'une IA générative transformant les anciens documents d'urbanisme en données numériques](#). Cet outil actuellement en phase de test permettra de réduire les délais, de diminuer les erreurs dans les données et d'accélérer les décisions de planification au Royaume-Uni, afin de répondre à l'objectif gouvernemental de construire 1,5 million de nouveaux logements sur le territoire britannique.

## Cybersécurité

### Le gouvernement britannique annonce plusieurs mesures pour renforcer la cybersécurité dans le cadre de la Conférence CyberUK à Manchester

A l'occasion de la conférence *CyberUK* à Manchester du 6 au 8 mai, le gouvernement britannique a annoncé la publication d'un [Code de pratique](#) sur les mesures de cyber sécurité que les organisations devraient prendre (*Cyber Governance Code of Practice*) afin de se protéger contre la vague croissance de menaces. Parmi les recommandations figurent notamment la mise en œuvre de cyber stratégies dans chaque entreprise, la mise en place de plans d'intervention en cas d'incident, et la dispense de formations aux employés. Ce Code a été [salué par les dirigeants et entreprises britanniques](#), dans un contexte où les attaques cyber se multiplient. Il s'accompagne d'une formation en ligne pour faciliter l'application du code et d'une boîte à outils détaillée à l'intention des conseils d'administration.

De même, pour aider les entreprises à se prémunir des cyberattaques, le Royaume-Uni souhaite investir dans CHERI, une puce intégrant des protections de mémoire avancées dans les microprocesseurs permettant de bloquer jusqu'à 70% des cyberattaques les plus courantes. Le gouvernement britannique devrait investir 4,5 M£ pour aider les entreprises à commercialiser ces puces, trouver des clients et éliminer les barrières à leur adoption.

Le gouvernement britannique a d'ailleurs [insisté sur le potentiel de croissance du secteur cyber](#) lors de cette conférence *CyberUK* de Manchester, et sur les coûts que représentent les attaques. De même, le cyber sera un axe important de la prochaine stratégie industrielle publiée en juin prochain, et une législation sur la cybersécurité sera présentée au Parlement dans le courant de l'année. En outre, un rapport indépendant sur la croissance du secteur rédigé par des experts de l'Imperial College et de l'Université de Bristol sera publié d'ici l'été. Il devrait comporter des recommandations pour s'assurer que le gouvernement mobilise tous les leviers possibles pour se saisir du potentiel économique de cette filière.

Enfin, le Royaume-Uni s'engage à soutenir ses alliés dans la lutte contre les menaces cyber, en investissant 8 M£ dans les cyberdéfenses ukrainiennes, et plus d'un million de livres pour protéger les élections moldaves.



## Plusieurs grands magasins britanniques ont subi des cyberattaques d'ampleur

*Harrods*, *Mark & Spencer* et *Co-op* ont subi à quelques jours d'intervalle des cyberattaques ciblées, révélant la vulnérabilité de leurs systèmes informatiques, et le risque accru d'attaques pour les groupes disposant de bases importantes de données clients. *M&S* a été [contraint de suspendre ses ventes en ligne](#), qui lui rapportent en moyenne 3,8 M£ par jour, tandis que *Co-op* a dû fermer des parties entières de son système informatique pour éviter une tentative d'intrusion. Enfin, *Harrods* a dû [restreindre l'accès à internet dans ses magasins et bureaux](#). Toutes ces enseignes ont fait appel au *National Cyber Security Centre* pour les aider à comprendre la nature des attaques, qui révèlent néanmoins la nécessité croissante pour ces enseignes de mettre en place de solides défenses informatiques. *M&S* a récemment [admis que certaines données de ses clients avaient été volées](#) lors de ce piratage ; l'entreprise pourrait réclamer jusqu'à 100 M£ à ses assureurs cyber, notamment *Allianz* et *Beazley*. Les pertes totales du groupe ont été estimées à 60 M£ environ, tandis que le cours de l'action de *M&S* a chuté de 16% depuis la révélation de l'attaque. Selon un rapport publié en novembre par *Howden*, les cyberattaques ont coûté aux entreprises britanniques environ 44 Mds£ en perte de revenus au cours des 5 dernières années.

## Spatial

### Le Royaume-Uni et Chypre renforcent leurs liens dans le domaine spatial

Dans le cadre d'une rencontre bilatérale qui s'est tenue à Nicosie les 27 et 28 mars en présence de représentants de l'Agence Spatiale Européenne, [les gouvernements britannique et chypriote ont annoncé vouloir renforcer leur coopération dans le domaine spatial](#). Le Secrétaire permanent du Ministère de la recherche, de l'innovation et de la politique numérique chypriote, George Komodromos, a salué l'engagement à haut niveau entre 10 entreprises britanniques et 14 entités chypriotes présentes dans les délégations, ainsi que le soutien du R-U pour positionner Chypre dans l'écosystème spatial mondial. L'événement a consisté en une série de séances de travail sur la réglementation, l'élaboration de stratégies spatiales, le développement commercial et les futures missions et opportunités au sein de l'ESA. Les universités et entreprises chypriotes ont ainsi pu partager aux Britanniques des informations sur les projets spatiaux nationaux (observation de la Terre, recherche par satellite et infrastructure numérique).

L'agence spatiale britannique accueillera une visite réciproque des acteurs chypriotes dans le courant de l'année, alors que les deux pays prévoient de travailler conjointement pour cartographier les capacités existantes et identifier les domaines de collaboration future.

### Un satellite britannique va cartographier l'état des forêts de la Terre

Un satellite mis au point par des universitaires et des ingénieurs britanniques va [mesurer l'état des forêts de la Terre depuis l'espace](#), une première mondiale. Ce satellite appelé « Biomass » a été développé dans le cadre de la mission d'observation de la Terre « Biomass Earth » de l'Agence Spatiale Européenne, pour lequel le R-U a perçu près de 77 M£ de financements depuis 2016. Lancé le 29 avril dernier depuis le port français de Kourou en Guyane, ce satellite a été conçu par un universitaire de l'Université de Sheffield, et a été entièrement construit au R-U, notamment par les équipes d'*Airbus UK* à Stevenage. [Le satellite créera](#) une carte en 3D des forêts tropicales avec un niveau de détails sans précédent au bout de 17 mois, puis de nouvelles cartes (non 3D) tous les 9 mois pendant le reste de la mission, qui devrait durer 5 ans. Cette cartographie devrait permettre aux chercheurs de mieux comprendre l'évolution des forêts tropicales et le cycle du carbone, afin de contribuer à la lutte contre le changement climatique.

## Nouvelles technologies

### Le Royaume-Uni et le Japon ont signé un Memorandum de coopération sur les sciences et technologies quantiques

Ce 25 avril 2025, les gouvernements britannique et japonais ont signé un [accord de coopération sur les sciences et technologies quantiques](#). Les deux Etats s'engagent ainsi à poursuivre leur coopération, en promouvant le dialogue sur la recherche et l'innovation par l'intermédiaire des organismes de recherche universitaires, en facilitant les interactions entre les centres de recherche et le secteur privé des deux pays, et en explorant les possibilités d'échanges éducatifs pour renforcer les compétences dans les secteurs quantiques britannique et japonais. Le R-U et le Japon se sont également accordés sur la poursuite d'un dialogue sur les questions de sécurité posées par le développement des technologies quantiques, mais aussi sur les aspects de normalisation et de gouvernance. L'accord prévoit enfin un possible partage des infrastructures de recherche et d'essai, des collaborations pour accélérer la commercialisation des technologies quantiques, et un engagement auprès de fonds pour stimuler les investissements privés. Il s'agit du 6<sup>e</sup> accord que le Royaume-Uni signe avec un autre Etat sur le quantique, après l'Australie, les Pays-Bas, le Canada en 2023, et l'Allemagne et le Danemark en 2024.

### Le Royaume-Uni peut à présent accéder aux fonds d'Horizon Europe pour la recherche dans les secteurs quantique et spatial

Les chercheurs britanniques ont à présent [accès aux fonds du programme européen Horizon Europe 2025 pour les activités de recherche en quantique et dans le secteur spatial](#). Le Secrétaire d'Etat à la Science Lord Vallance a salué cette décision, qui permet au Royaume-Uni de bénéficier de l'un des principaux instruments de financement de la R&D au monde dans ces secteurs technologiques stratégiques, qui ne leur était jusqu'à présent pas accessible dans ce segment des technologies émergentes.

Cette avancée a été annoncée à l'occasion de la visite du Commissaire européen au commerce et à la sécurité économique Maroš Šefčovič à Londres le 29 avril, venu rencontrer le Secrétaire d'Etat aux relations avec l'UE britannique, Nick Thomas-Symonds, en vue du Sommet UE-UK qui du 19 mai.

### Le Royaume-Uni se dote d'une usine de pointe pour les semi-conducteurs, et d'un programme pour renforcer les compétences dans ce domaine

Le [premier site de lithographie par faisceau d'électrons en Europe](#) a ouvert ses portes au sein de l'Université de Southampton. Une seule autre usine de ce type existe dans le monde (au Japon). La lithographie par faisceau d'électrons est un procédé de pointe qui permet de graver avec une grande précision des motifs complexes dans des micropuces extrêmement petites. Cette nouvelle installation permettra de soutenir l'innovation et la mise au point des prochaines générations de puces, et renforce la place du Royaume-Uni dans l'industrie mondiale des semi-conducteurs.

L'inauguration de ce site par Lord Patrick Vallance, Secrétaire d'Etat à la Science, la Recherche et l'Innovation, coïncide avec la publication d'une nouvelle étude du DSIT, qui révèle les principaux obstacles à la croissance de l'industrie britannique des puces. Parmi eux, figurent notamment l'accès aux talents. Par conséquent, [le gouvernement a lancé un programme de 4,75M£ en faveur des compétences dans le domaine des semi-conducteurs](#), qui sera consacré à la R&D et aux filières de talents locaux, en mettant l'accent sur la collaboration entre les universités et l'industrie. Ce programme comprend le financement de bourses d'études de premier cycle en génie électrique, de cours de conception de puces et d'actions de sensibilisation dans les écoles pour encourager les jeunes à s'engager dans cette voie.



## Ecosystème tech

### L'entreprise américaine d'IA Anthropic renforce ses équipes à Londres et à Dublin

*Anthropic* a lancé une [campagne d'embauche pour ses sites européens](#), avec plus de 100 nouveaux postes ouverts à Londres et à Dublin. La licorne californienne à l'origine de l'outil d'IA conversationnel 'Claude' a précisé que ces recrutements concernaient les domaines de la vente, de l'ingénierie, de la recherche et des opérations commerciales. Cette décision fait suite à l'ouverture d'un centre de recherche *Anthropic* à Zurich, et à l'embauche du français Guillaume Princen en tant que responsable de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique.

*Anthropic* cible les entreprises européennes pour intégrer son modèle Claude AI, et a conclu un partenariat au début de l'année avec le gouvernement britannique pour soutenir l'intégration de l'IA dans le secteur public.

### Le tribunal a rejeté la demande du gouvernement britannique de tenir à huit clos l'action en justice entreprise par Apple sur le cryptage des données

Pour rappel, le Ministère de l'intérieur britannique souhaitait obtenir le droit d'accéder aux informations sécurisées par le système de protection avancé des données d'Apple, *ADP*, en vertu de la loi sur les pouvoirs d'investigation (*Investigatory Powers Act*). Apple a affirmé ne pas disposer d'une telle capacité, et ne voulait pas créer une « porte dérobée » dans le système *ADP*, pour des raisons de sécurité. En février, Apple a retiré *ADP* du R-U et a entamé une procédure judiciaire contre le gouvernement, traitée par le tribunal des pouvoirs d'investigation (*Investigatory Powers Tribunal*). Le gouvernement a fait valoir qu'il serait préjudiciable à la sécurité nationale que cette action en justice soit rendue publique, mais [le Tribunal a rejeté cette demande dans sa décision publiée le 7 avril](#), mettant en avant le principe de justice ouverte. Dans un communiqué, le Ministère de l'Intérieur a déclaré qu'il ne ferait aucun commentaire sur les procédures judiciaires en cours, et que sa première priorité était la sécurité des personnes.

Il a également rappelé que les pouvoirs d'investigation ciblés ont toujours existé, et que toute demande d'accès aux données et de consultation des comptes individuels protégés par *ADP* nécessiterait un mandat approuvé par un tribunal.

Par ailleurs, les organisations de défense des droits civils britanniques ainsi que des organes de presse, dont la BBC, ont salué la décision du Tribunal.

### Un centre d'innovation sur les jumeaux numériques a ouvert ses portes à Belfast

Le « [UK Digital Twin Centre](#) », mis en place par *Digital Catapult* et financé par la région de Belfast et *Innovate UK*, soutiendra l'adoption des jumeaux numériques grâce à des installations d'essai, des cycles de formation, et de cas d'utilisation. Les jumeaux numériques sont des représentations virtuelles d'un bien ou d'un processus, permettant de surveiller son état et tester en toute sécurité des changements de processus. L'installation de ce centre devrait créer de nombreux emplois hautement qualifiés en Irlande du Nord et permettre aux entreprises locales d'accéder à des technologies de pointe.

## L'accord de Mansion House débloque 50 Mds£ d'investissements pour l'économie britannique

Dans le cadre de [l'accord de Mansion House](#), 17 organismes de pensions retraite se sont engagés à investir 10 % de leurs portefeuilles professionnels dans des actifs qui stimulent l'économie britannique d'ici 2030, notamment les infrastructures, l'immobilier et le capital-investissement. Selon les estimations, cela permettra de débloquer jusqu'à 50 Mds£ pour l'économie britannique. Ces investissements pourraient ainsi bénéficier aux startups et scale-ups dans les secteurs technologiques tels que l'IA, les sciences de la vie et les technologies décarbonées, selon les acteurs du secteur de la tech.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres  
[pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr), [karine.maillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:karine.maillard@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard  
Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)